

RAPPORT D'ACTIVITES 2013

CENTRE CATHOLIQUE INTERNATIONAL

Rue de Varembe 1 - Case postale 43 CH – 1211 Genève 20 Tel : 00 41 22 734 14 65 Fax : 00 41 22 734 08 78

E-Mail : ccig@bluewin.ch WEB : www.ccig-iccg.org

Sommaire

Sommaire	2
<i>Au cœur des organisations internationales</i>	4
Editorial	4
<i>Accompagner les réformes onusiennes</i>	5
Service aux ONG	5
<i>Comprendre le fonctionnement des mécanismes juridiques</i>	8
Formation	8
<i>Promouvoir un engagement sur les sujets d'intérêts partagés</i>	9
Réflexion et Sensibilisation	9
<i>Améliorer les processus internes du Centre</i>	11
Administration	11

Abréviations

BIT	Bureau International du Travail
CDH	Conseil des Droits de l'Homme
CINGO	Organisation Non-Gouvernementale d'inspiration catholique / Catholic-inspired Non-Governmental Organization
EPU	Examen Périodique Universel
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HRC	Human Rights Council
ILO	International Labour Organisation
NGO	Non-Governmental Organization
OHCHR	Office of the High Commissioner for Human Rights
OIT	Organisation International du Travail
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
UPR	Universal Periodic Review

Chers amis du centre,

Notre monde est en crise : il a d'une part l'amnésie du système financier qui reprend de plus belle ses pratiques. Il a d'autre part, la schizophrénie des gouvernements qui observent un système onusien obnubilé par son positionnement sur l'agenda « Post 2015 », tout en se gardant de lutter contre leurs propres forces protectionnistes internes.

Avec ses 64 années d'expérience, notre Centre observe cette situation avec un regard inquiet. Quel futur est-ce que les organisations inter-gouvernementales peuvent-elles réellement aujourd'hui prétendre construire ? Qui les écoute et quel est leur impact pour les milliards de pauvres qui voient s'affronter deux mondes : ceux des biens pensant qui ne voient que le mal chez les entreprises et les gouvernements corrompus, et ceux qui luttent pour créer le dialogue entre tous les acteurs par tous les moyens.

« Allez aux frontières », tel est l'appel du Pape François. Cet appel est un double défi pour toutes les organisations d'inspirations catholiques : tout d'abord le défi de rejeter la morosité et le défaitisme environnant, avec son risque endémique de repli sur soi. C'est également le défi de se mettre à l'écoute les uns des autres pour trouver de nouvelles sources d'inspiration et de mobilisation pour plus de solidarité dans le monde. Si nous voulons promouvoir et convaincre que le dialogue multilatéral a un sens nous devons pour cela être nous-même ouvert au dialogue. C'est la raison pour laquelle le Comité a placé 2013 sous le signe de l'ouverture.

Pour mieux répondre aux besoins d'information et de communication identifié par ses membres, le CCIG a développé un tout nouveau site internet. Par ailleurs un portail de documentation en ligne a vu le jour pour la « Plateforme EPU » (centrée sur les droits de l'homme). Enfin, le CCIG a officiellement déposé sa demande de statut consultatif auprès de l'ECOSOC. Le Centre espère ainsi avoir un accès encore plus privilégié aux réunions des Nations Unies pour mieux remplir sa mission.

Ces démarches se sont reflétées au niveau institutionnel. En effet, 2013 a vu l'arrivée de nouveaux membres qui ont souhaité venir renforcer le réseau d'échange de bonnes pratiques du CCIG : la Fondation Apprentis d'Auteuil, Pax Romana, et la Fédération Internationale de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (FIACAT). Enfin, notre Centre a créé la catégorie d'« Ami du Centre » pour étendre son réseau d'appui à toute personne qui souhaite soutenir financièrement la mission du Centre.

Permettez-moi donc de conclure en vous invitant à faire connaître notre nouveau CCIG à vos amis et partenaires. Nous avons besoin de vous et nous réjouissons de vous surprendre en 2014 !

Bien cordialement,

Jean-Benoit Charrin
Président du Comité

Plateforme pour l'Examen Périodique Universel (EPU)

Cette plateforme, établie en décembre 2011, a continué son travail tout au long de l'année 2013 en enregistrant une participation croissante des ONG membres ou d'autres ONG faisant parti du réseau du CCIG : A présent, 18 ONGs travaillent dans le cadre de la plateforme. Dans certains cas, la collaboration parmi les ONGs concernées a été étendue à la phase de lobbying en préparation des sessions de l'EPU (prise de contacts avec les Missions Permanentes des Etats) et à la participation aux pre-sessions organisées par l'ONG UPR-info (y compris soumission d'interventions conjointes). Au cours de 2013, six (6) réunions de la Plateforme ont eu lieu pour faciliter le travail conjoint des ONGs dans le cadre des 16^e, 17^e, 18^e et 19^e sessions de l'EPU. Neuf (9) interventions écrites conjointes ont été soumises au Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme grâce à la Plateforme du CCIG et, souvent, des interventions orales conjointes prononcées pendant le point 6 du Conseil des Droits de l'Homme ont fait suite (http://www.ccig-iccg.org/?page_id=457). De plus, une nouvelle modalité de collaboration a été expérimentée sous forme d'interventions orales conjointes présentées sous le point 6 (débat général) du Conseil des Droits de l'Homme. Ce dernier est le segment où les questions liées au fonctionnement de ce mécanisme onusien sont traitées. Les membres de la Plateforme ont donc décidé d'intervenir pour suggérer des améliorations à l'EPU. Dans ce cadre, deux interventions ont été soumises lors de la 22^e et 23^e sessions du CDH respectivement cosignées par 13 et 11 organisations membres ou non de la Plateforme (voir annexes).¹ Ces interventions orales ont pour but de renforcer l'engagement des Etats dans le processus de mise en œuvre des recommandations formulées dans le cadre de l'EPU. De plus, le CCIG a facilité la participation des ONG membres de la Plateforme à des interventions conjointes présentée par d'autres ONG.

Ensuite, conformément à la requête des certains membres de la Plateforme en 2012, le CCIG a organisé une demi-journée de formation ayant eu lieu le 26 juin 2013, à laquelle les représentants de l'Association Points-Cœurs, du MIAMSI et de l'OIEC ont participé. L'objectif de ce cours a été d'offrir aux représentants de ces ONG les outils leur permettant d'optimiser leur travail dans le cadre de cet examen. Outre la présentation du mécanisme de l'EPU, un cas pratique a fait l'objet d'étude. D'autres ONG ont exprimé leurs intérêts pour des cours similaires (http://www.ccig-iccg.org/documents_2013/UPR-Platform-Flyer.pdf).

Suite à la demande des membres de publier en ligne les rapports conjoints et les interventions orales réalisés dans le cadre de la plateforme, le CCIG a investi dans la réalisation d'un nouveau site internet (voir p.11 de ce rapport), où une banque de données a été mise en place pour archiver tous les rapports et les interventions orales produites par les membres de la Plateforme (http://www.ccig-iccg.org/?page_id=457). Cela permet un accès facile et directe aux documents pertinents.

¹ Les documents sont également disponibles sur le site internet du CCIG: <http://www.ccig-iccg.org/wp-content/uploads/2013/11/Joint-Oral-Statement-March-2013-General-Debate.pdf>; et http://www.ccig-iccg.org/documents_2013/GeneralDebate/HCR23_UPR_DG.pdf

Enfin, le CCIG a facilité la coordination entre plusieurs acteurs (organisations membres ainsi que d'autres partenaires) en préparation de l'Examen Périodique Universel de la République Démocratique du Congo. Des événements parallèles seront organisés au cours de la 25^e session du Conseil des Droits de l'Homme (mars 2014) et de la 19^e session de l'Examen Périodique Universel (Avril-Mai 2014). Dans ce but, le CCIG a participé à des réunions préparatoires qui ont eu lieu à la fin de 2013.

La valeur ajoutée de la Plateforme EPU promue par le CCIG est d'offrir un espace de partage ouvert à tous qui permet, d'une manière simple mais efficace, d'apprendre les uns des autres et d'expérimenter des formes de collaboration de plus en plus structurées parmi les ONG d'inspiration catholique et chrétienne. Cela pour la réalisation d'un but commun: l'avancée des droits de l'homme partout dans le monde sans aucune distinction.

Les droits économiques sociaux et culturels dans les système des traités des Nations Unies - Séminaire sur le droit à l'éducation

Le 3 septembre 2013 un séminaire a été organisé par le CCIG dans une perspective de renforcement des capacités pour les ONG souhaitant travailler avec les organes de traités des Nations Unies. Des fonctionnaires du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme ont été invités en tant que orateurs, notamment : M. Christian Courtis (responsable du droit à l'éducation dans le Département de Recherche - HCDH) a présenté les cadre juridique international en matière, avec une attention particulière à l'interprétation des dispositions existantes faites par les organes de référence ainsi qu'au système d'indicateurs établi par un étude récent des Nations Unies; et Mme Nosy Ramamonjisoa (Division des organes des traités – HCDH) a décrit le fonctionnement des organes des traités et les formes de participations de la société civile. Douze (12) ONGs ont participé au séminaire. Pour plus d'informations, veuillez consulter: http://www.ccig-iccg.org/?page_id=593

Le but de ce séminaire a été de soutenir les ONGs dans la planification d'un travail en réseau vis-à-vis des organes des traités des Nations Unies. Dans le but de donner aux ONG membres les outils pour s'adresser à ces organes, le CCIG envisage d'organiser en 2014 un autre séminaire pour acquérir les compétences nécessaires.

Conférence sur « The impact of Extractive Industries on the Enjoyment of Human Rights in the Philippines, Southern Africa, Latin America and Palestine »

Le CCIG a soutenu cette conférence organisée le 3 décembre 2013 par Franciscans International, Action de Carême, Misereor, ACT Alliance et Al-Haq Act, en parallèle avec la 2^e session du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme (2 - 4 décembre 2013). Les représentants des communautés concernées ainsi que de représentants des entreprises et de la Société Civile ont participé afin de débattre sur les mesures d'application concrète des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Pour plus d'informations, veuillez consulter: <http://www.ccig-iccg.org/?p=886>

D'autres activités ont été réalisées par le CCIG dans le cadre du service aux ONG :

- Mise à la disposition d'informations liées à la vie d'instances internationales à Genève à l'intention des ONG d'inspiration-chrétienne, des congrégations religieuses et d'autres ONG.
- Création d'un nouveau site internet pour informer des activités du CCIG.
- Participation aux réunions organisées par le Forum des ONG d'Inspiration Catholique à Genève.
- Accueil et offre d'orientations et de soutien logistique aux représentants des ONGs membres basée à Genève, ainsi qu'aux visiteurs venant d'ONG nationales de pays suivants : Allemagne, Belgique, France, Italie, République Démocratique du Congo, Suisse, Zambie.

Formation

Le CCIG a continué son programme de formation aux mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies. En 2013, à la demande de certaines ONG membres du Centre, nous avons élargi notre collaboration pour des séances de formation sur le rôle des ONG vis-à-vis de différents mécanismes des droits de l'homme à l'ONU.

En septembre 2013, le CCIG a organisé une session de formation d'une semaine sur les mécanismes onusiens pour la protection des droits de l'homme à la demande du centre UNESCO des Pays basques « UNESCO Etxea »: 9 représentantes d'ONG provenant des Pays basques impliquées dans les droits de l'homme, la protection de l'environnement et le développement ont participé à cette formation. Le but était d'apprendre à utiliser l'approche basée sur les droits humains dans les activités de coopération au développement entre les différentes institutions gouvernementales et non gouvernementales des Pays basques et leur partenaires dans les pays en développement. Les participants ont étudié les différents mécanismes pour apprendre à bien identifier le mécanisme le plus approprié dans leur travail. Nous avons aussi facilité les rencontres entre les participants et les différents acteurs clés dans le domaine des droits de l'homme, notamment des fonctionnaires du Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU et les représentants des ONG internationales à Genève. Le centre « UNESCO Etxea » qui a été satisfait de notre collaboration, prévoit l'organisation d'une nouvelle session en 2014.

En novembre 2013, le CCIG a été invité par Caritas Genève à donner une formation à Berne sur l'Examen Périodique Universel aux membres de la Plateforme des Grands-Lacs ayant lieu à Berne. Le but a été de présenter non seulement le fonctionnement du mécanisme mais aussi les enjeux stratégiques pour les ONGs souhaitant y participer.

Réflexion et Sensibilisation

Visite de la délégation du Conseil Pontifical pour l'Unité des Chrétiens

A l'occasion de la visite de délégation du Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens (CPPUC) en visite à Genève, le CCIG a contribué à l'organisation de Vêpres catholiques, qui ont été suivies d'une réception au Conseil Œcuménique des Églises (COE), le lundi 18 février 2013.

Cette initiative a été l'occasion pour la délégation du Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens de rencontrer les représentants des nombreuses organisations catholiques présentes à Genève et de découvrir la richesse de la vie catholique dans cette ville. En cette circonstance, les représentants des ONG catholiques basées à Genève ont également eu l'opportunité de présenter l'important travail qu'elles réalisent, à la fois aux membres de la délégation du CPPUC et aux membres du personnel du COE qui étaient aussi invités à cette soirée. Pour plus d'informations, veuillez consulter: http://www.cciq-iccg.org/?page_id=817

Soutien à la campagne suisse sur le thème « Reconnaître l'économie domestique – Régularisons les sans-papiers »

En synergie avec la Diaconie de l'Église Catholique Romaine de Genève, le CCIG a offert son soutien au travail du groupe genevois pour la campagne nationale sur les travailleurs domestiques en Suisse. Le CCIG a souligné l'importance d'inclure parmi les objectifs de la campagne la ratification par la Suisse de la Convention Internationale de l'OIT N.189 et a donné son appui pour assurer le lien de la campagne nationale suisse avec l'OIT et avec le réseau international déjà existant sur la question. Grace aussi au soutien du CCIG, le groupe genevois a pu présenter son travail pendant la conférence « Réglementation internationale du travail domestique: l'action du BIT », organisée par l'Université de Genève le 8 mai 2013 (<http://www.unige.ch/ses/socio/forum2013/programme.html>). Le CCIG a notamment facilité l'échange entre le groupe genevois et le fonctionnaire de l'OIT participant à la conférence en tant qu'invité. Enfin, le CCIG a diffusé parmi ses partenaires l'information concernant la décision de ratifier la Convention Internationale de l'OIT N.189 par la Suisse.

Un partage avec l'Église de Genève

Dans le cadre de notre collaboration avec l'Église Catholique Romaine de Genève, le CCIG a continué de participer aux réunions du Département d'Ouverture au Monde (DOM), dont il est membre permanent. Ces réunions sont l'occasion d'échanges et de renforcement de liens entre la Genève internationale et la réalité locale genevoise. Au mois de juin, une réunion du

DOM a été consacrée à la présentation du CCIG et de son action, dans le but de créer de nouvelles formes de collaboration et des synergies.

Le CCIG a également contribué au groupe de travail pour la modification de l'objectif pastoral 4 pour la restructuration du Département d'Ouverture au Monde actuellement en cours au sein de de l'Eglise Catholique Romaine.

Structuration de nos activités

Durant l'année écoulée le comité a tenu 7 réunions au siège du CCIG. D'autres consultations sur de sujets ponctuels ont aussi eu lieu. Une grande partie du travail a visé à garantir la cohérence de toutes les activités avec la Stratégie et le Plan d'action 2013-2017 validé par la dernière Assemblée Générale. La préparation des réunions, la tenue des procès-verbal ainsi que des rencontres régulières entre le président et la secrétaire générale à des fins de planification et d'organisation sont autant de tâches qui appartiennent à la vie d'une association comme la nôtre.

Outre les rencontres avec les organisations souhaitant adhérer, il convient de relever cette année la modification des statuts afin de créer la catégorie « Amis du CCIG » ainsi que la demande d'octroi du Statut ECOSOC.

Enfin, comme chaque année, et ce de manière *ad hoc*, plusieurs rencontres ont eu lieu entre le secrétariat et les membres qui souhaitaient recevoir une assistance ponctuelle dans le développement de leurs activités.

Circulation d'information

Le CCIG diffuse des informations portant sur les thèmes majeurs abordés dans le cadre international. Il utilise en particulier à cette fin la liste de courriels dont il dispose enrichie au fil des contacts établis. Outre le partage d'articles préalablement soumis par les membres de son réseau, le CCIG co-organise et participe à des rencontres et forum de discussions.

Communication

Cette année plusieurs efforts ont été réalisés pour optimiser le volet communication, notamment à travers la préparation d'une nouvelle brochure du CCIG en français et en anglais.

De plus, le 2^e semestre 2013 a été consacré, parmi d'autres activités, à la restructuration du site internet du CCIG. Plus dynamique et moderne, le nouveau site permet un accès facile et immédiat à toute information concernant l'identité de l'organisation et ses activités. Un page spécifique a été consacrée au travail de la Plateforme EPU, y compris une banque de données des rapports conjoints des ONG participant à la Plateforme. Lancé officiellement le 12 décembre 2013, le nouveau site a rencontré l'approbation des membres du CCIG.

Stratégies de financement

Au cours de l'année 2013, le CCIG a consolidé les partenariats déjà existant et a fait les démarches nécessaires pour identifier des nouvelles sources de financement.

Éléments clefs liés aux activités de Fundraising :

- Le cours de formation pour les représentants des ONGs des Pays Basques a été mandaté au CCIG par « UNESCO Extea » qui a assuré les aspects financiers de ce projet.
- De même, fin 2013, nous avons obtenu une contribution pour la Plateforme EPU de la part de Trócaire.
- Notre recherche de fonds en Suisse alémanique a abouti à des donations en faveur du CCIG de la part de la Mission Intérieure de Zoug.